

LIBRE DÉBAT

Gestion unilatérale de la pension complémentaire de retraite par la mutuelle de l'industrie du pétrole

Additivement à l'article du 10 mai 2011 paru dans la rubrique «Le Soir Retraite» sous le titre «Gestion incohérente de la pension complémentaire de retraite par la MIP », nous informons les travailleurs retraités de Sonatrach et l'opinion publique nationale sur les décisions unilatérales prises par la Mutuelle de l'industrie du pétrole (MIP) qui ont généré une réduction de 6% de la pension complémentaire de retraite.

Mise en place du Fonds de retraite : La DG Sonatrach et le syndicat national ont signé un accord portant sur la mise en place d'un Fonds spécial aux agents retraités de Sonatrach à partir du 1^{er} mai 1998 (Cf. art.321 de la CCE). Ce fonds, destiné à financer la pension (PCR), a été confié d'un commun accord à la MIP suivant une convention de «gestion pour compte» signée le 24 février 1999 par le PDG-SH, le SG du syndicat national et le président du CA (Conseil d'administration) de la MIP (Cf. art.322 de la CCE).

Axes de la convention de gestion

L'article 3 fixe le montant de la pension complémentaire au taux maximum de 20% de l'assiette servant de base de calcul de la pension de retraite attribuée par la CNR. L'article 11 stipule que toute modification d'une disposition doit faire l'objet d'un avenant.

Actes unilatéraux de la MIP

La MIP a transgressé l'article 11 et agi unilatéralement par le changement de la base de calcul de la pension en versant aux retraités une pension de 16%, réduite de 04 % par rapport à celle fixée par l'article 3 de la Convention suscitée. Le CA-MIP, par résolution unilatérale (février 2003), a modifié l'assiette de calcul en appliquant 20% du montant brut de la pension allouée par la CNR au lieu de 20% de l'assiette servant de base pour le calcul de la pension servie par la CNR, générant ainsi une minoration de 4% à laquelle s'ajoute une ponction de 2% relative aux «frais de fonctionnement» !, non prévue par la Convention. A noter que ni le régime général de la MIP ni celui de la Cnas ne procèdent à une telle ponction.

Requêtes et recours

Pour recouvrer nos droits, nous avons été obligés d'adresser des requêtes à la hiérarchie fonctionnelle (Sonatrach et MIP), aux ministres de tutelle (M.E.M et M.T.E.S.S), à la Cour des comptes, au chef du gouvernement et au président de la République, parallèlement aux instances syndicales verticales et horizontales ainsi que la Centrale syndicale UGTA. En l'absence de réponse, nous avons eu recours à l'insertion de la lettre ouverte suscitée.

Rebondissement de l'affaire

Une réunion a eu lieu le 27 juin 2011 au siège de la Sonatrach (Hydra) entre les représentants de Sonatrach, du syndicat national SH et de la MIP à l'effet de traiter les préoccupations liées à la gestion de la PCR. A l'issue des débats, il a été convenu que :

1/- le droit étant acquis pour les travailleurs, il ne peut être remis en cause ;



Photo : DA

2/- la résolution adoptée, en dépit de la convention suscitée, par le CA de la MIP, qui a revu le mode de calcul de la pension, doit être annulée ;

3/- La MIP doit se conformer aux dispositions de la convention... qui énoncent les modalités de calcul... 20% de l'assiette servant de base pour le calcul de la pension CNR (art 3 de la convention) ;

4/- La MIP doit dispenser la PCR de la ponction pour frais de fonctionnement.

Appréhensions des pensionnés

Il est notoirement connu que des rencontres ont déjà eu lieu entre les signataires de la convention, pour le traitement des effets symptomatiques des dysfonctionnements de la PCR. Chaque fois qu'une résolution favorable à un règlement est approuvée, elle fait l'objet d'une obstruction de la part du CA-MIP, les tergiversations de la DG-SH assorties au laxisme du syndicat national-SH favorisent l'enlèvement de la revendication.

Position controversée de la MIP

Après avoir souscrit aux points du PV de la réunion du 27 juin 2011, le CA-MIP s'est encore distingué par sa duplicité, sa dernière trouvaille, aussi absurde qu'ahurissante, a consisté à demander l'implication et l'engagement de Sonatrach de procéder au titre de redressement, à la couverture financière de 823 607 444,93 DA, pour un retour aux modalités de calcul préconisé par la convention SH-MIP !!! Cette demande déraisonnable devait interpellé de droit et de fait la Sonatrach, en sa qualité de mandant, propriétaire du

fonds, signataire de la convention, pour déclencher d'urgence un audit de gestion du fonds PCR et de prendre, à l'issue de l'évaluation, les mesures conservatoires adéquates. A noter que l'alimentation du fonds est pérenne par l'apport mensuel des cotisations des adhérents d'une part et la contribution Sonatrach d'autre part (soit un cumul de 2% des salaires et primes soumis à cotisations SS). Les travailleurs retraités s'interrogent sur l'affectation des recettes et doutent de la probité des gestionnaires de la MIP, surtout ceux en poste depuis plusieurs mandats.

Absence du contrôle légal et audit interne

L'article 9 de la convention du 24 février 1999 stipule que «Sonatrach se réserve le droit de constituer un comité de suivi et d'évaluation des conditions de gestion des fonds» ; or, aucune action de cette nature n'a été enregistrée depuis sa mise en place. Le mutisme de la DG de Sonatrach nous renvoie à la citation «Faire une loi et ne pas la faire appliquer, c'est autoriser la chose qu'on veut défendre» (dixit le cardinal de Richelieu). Nous laissons le soin à l'aéropage des financiers et contrôleurs de gestion de Sonatrach, aux auditeurs chargés du contrôle légal (Cour des comptes et Inspection générale du M.E.M), aux commissaires aux comptes (SH et MIP) et aux membres syndicaux d'épiloguer et de philosopher sur l'absence du contrôle.

Les travailleurs retraités de Sonatrach ont tout le temps décrié la gestion de la PCR, telle que pratiquée par la MIP, et restent conscients que leurs revendications ne couvrent que la partie apparente de l'iceberg, mais ne sont pas dupes

pour ne pas saisir les arcanes de sa partie immergée, notamment les tractations douteuses (conventions véhicules, promotions immobilières...), les enjeux financiers (placements Khali-fa-Bank), le favoritisme (recrutement du personnel), les prébendes et avantages matériels dont jouissent les protagonistes opportunistes qui gravitent autour ou agissent à l'intérieur du CA de la MIP.

Amertumes et déceptions

Nous tenons à exprimer notre déception pour le décalage managérial et l'autisme de certains responsables de Sonatrach et du ministère de tutelle, qui ont affiché un mépris envers notre statut de travailleur retraité et un déni de droit de réponse à nos requêtes. Ces responsables profitent du laxisme de la chaîne de commandement, de l'absence de sanctions et surtout de la vacuité d'une représentation syndicale des travailleurs retraités pour agir impunément. Ces pseudo responsables, qui excellent dans le mimétisme d'un juridisme primaire, dont l'autoritarisme et la mystification tiennent lieu de mode de gestion, sont la source des relations conflictuelles, la cause des procès en justice contre la Sonatrach, les instigateurs de la détérioration du climat social, les fossoyeurs du pacte de solidarité et d'entraide entre les générations des travailleurs «actifs-retraités». Les valeurs universelles de l'humanisme ont disparu au sein de la famille des pétroliers, laissant place à l'émergence de la culture du népotisme et à l'opportunisme.

Appel à mobilisation

Devant les tergiversations du CA-MIP, le laxisme de la DG-SH, la non-implication de la tutelle, la défection du syndicat, et avant qu'il ne soit trop tard, nous appelons à l'initiative de chaque travailleur retraité, victime de la gabegie de la MIP, de se manifester et porter sa revendication devant les instances compétentes pour obtenir réparations au titre des préjudices causés.

Remerciements

Nous réitérons nos remerciements au directoire de votre journal *le Soir d'Algérie*, notamment le comité de rédaction de la rubrique «Retraite», pour les sujets instructifs consacrés aux retraités. Votre avant-gardisme renforce la crédibilité de la ligne de conduite du journal, seul quotidien national à lever le tabou, et qui consacre chaque semaine une page thématique et fait découvrir, à chaque parution, un pan caché des droits des travailleurs retraités.

**Bahloul Mansour et SaâdiYoucef,
Bordj- El-Bahri (wilaya d'Alger)**

COMMENT LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE A BLOQUÉ LE VOTE SUR L'AUGMENTATION DES RETRAITES

Les précisions du député Ali Brahimi (*)

«Des menées immorales tentent plus ou moins ouvertement de semer la confusion dans l'esprit des retraités, au sujet de l'amendement à la loi de finances 2012 visant à aligner sur le SNMG les pensions de retraite de montant inférieur.

Plusieurs collègues députés parmi ceux qui ont voté pour notre initiative m'ont interpellé après avoir été eux-mêmes vertement apostrophés par les retraités durant la fête de l'Aïd. Aussi, l'honnêteté envers eux et le devoir de vérité me commandent, en tant qu'auteur de cet amendement, de revenir sur ce scandale pour lever tout amalgame. Faire endosser pêle-mêle à tous les députés le rejet de notre amendement est une injustice. Ce rejet est d'abord imputable au président de l'APN qui a refusé de compter les suffrages «pour» et «contre» et d'organiser le vote des procurations dont une forte proportion était aux mains de députés favorables à notre initiative. En violation de la stricte procédure légale de décompte, il a organisé un second vote, en rappelant ostensiblement l'identité de l'auteur de l'amendement (sous-entendu un opposant) sans réussir pour autant à réduire significativement l'avance du «oui». Il a pour-

tant arbitrairement considéré que le «non» l'emportait, à contre-courant de la majorité confortable et visible de parlementaires qui, toutes tendances confondues, ont voté en faveur des retraités.

Contre tout bon sens et dans un grave déni de réalité, certains centres d'intox essaient même de faire croire aux retraités que l'augmentation des pensions inférieures au SNMG a été proposée par le gouvernement et avortée par l'Assemblée. De son côté, le ministre des Finances, tout en promettant monts et merveilles pour la fameuse tripartite prochaine, tente de faire croire que notre proposition déséquilibrerait la CNR (Caisse nationale des retraites), feignant d'oublier qu'elle visait justement à faire financer le différentiel par le Trésor public. Depuis la fraude électorale originelle de 2007 jusqu'à celle qui a fait avorter notre amendement en faveur des retraités, la législature en cours reconduit le choix de faire du Parlement un bouc émissaire — volontaire, faut-il le souligner — pour mieux soustraire aux yeux des citoyens les frasques et échecs récurrents des vrais gouvernants et parrains du régime.

(*) Député de Bouira

La Grèce parmi les plus fragiles systèmes de retraite

La Grèce, l'Inde, la Chine et la Thaïlande disposent des systèmes de retraite les plus fragiles au monde, montre une étude publiée lundi par «Allianz GI» (AllianzGI est un des leaders mondiaux de la gestion d'actifs). Leurs systèmes sont paralysés à la fois par un endettement élevé, un âge précoce de départ en retraite, un ratio retraités/population active important et des pensions assez faibles. L'indice «Allianz Global Investors Pension Sustainability», qui scrute les systèmes de retraite de 44 pays, montre par exemple que le nombre de retraités grecs compa-

rés au nombre d'actifs est supérieur à la moyenne européenne. La Grèce s'est engagée à réduire ce ratio dans le cadre d'une série de réformes de son système de retraite réclamées par le Fonds monétaire international (FMI) et par la Banque centrale européenne (BCE), qui supervisent l'attribution de son aide financière. En Inde, Chine et Thaïlande, seulement 12% de la population environ contribue au financement du système de retraite. En Thaïlande, cette situation est aggravée par un âge moyen de départ à 55 ans, contre 65 ans dans la plupart des pays euro-

péens. Le ratio retraités âgés de 65 ans et plus/population âgée de 15 à 64 ans devrait dépasser les 40% en Chine et en Thaïlande d'ici 2050, dépassant les prévisions effectuées pour Chypre, la Grande-Bretagne, le Luxembourg, la Norvège, l'Irlande et le Danemark.

Les systèmes de retraite complets restent l'exception plutôt que la règle en Asie, souligne «Allianz GI». Mais l'aggravation de la dette souveraine dans les pays développés a également rendu nécessaire cette année la réforme des fonds de pension en Irlande, en France et en Espagne.